

À peu près une personne sur trois (33 p. 100) trouvent l'idée bonne; les autres (67 p. 100) pensent qu'il est impossible d'avoir des armes à des fins uniquement défensives.

Les réductions des arsenaux nucléaires, en revanche, sont très favorablement accueillies. Les sondages passés de l'Institut, et celui-ci aussi, révèlent que la population appuie fermement l'idée d'un traité d'interdiction totale des essais nucléaires qui limiterait ou éliminerait tout essai de ces armes, et celle de l'élimination d'une partie au moins des arsenaux existants.

QUAND LE GOUVERNEMENT MULRONEY A ANNONCÉ, AU printemps dernier, son intention de réduire les dépenses fédérales en matière de défense et d'aide extérieure, le public a peu protesté sur le moment. Cependant, à en croire le sondage de l'Institut, la population est très divisée sur le sujet, et très peu de gens s'opposent fortement aux coupures budgétaires. Dans une de ses questions, le sondage évoquait le nouveau budget fédéral, puis demandait si le gouvernement aurait dû réduire l'aide extérieure plutôt que les budgets de défense, réduire les derniers plutôt que l'aide extérieure, réduire les deux davantage, réduire les deux moins, ou procéder à d'autres compressions à la place (voir le Diagramme 4). Environ un(e) Canadien(ne) sur quatre préfère une réduction qui toucherait la défense plutôt que l'aide extérieure, et à peu près autant favorisent le contraire. Puisqu'une proportion légèrement supérieure (29 p. 100) appuie également de plus grandes coupures tant en matière de défense que d'aide au développement, il y a donc une mince majorité qui se dit d'accord avec les compressions annoncées au moins (si ce n'est plus) dans les budgets de la défense et de l'aide extérieure. À peine plus d'un quart préfèrent soit des réductions moindres dans les deux domaines, soit d'autres compressions budgétaires à la place; ce groupe pourrait être qualifié d'internationaliste, vu la façon dont il appuie le maintien d'activités internationales intéressant aussi bien le domaine militaire que l'aide au développement.

En général, la population canadienne est conséquente dans ses préférences. En effet, les personnes qui approuvent les compressions des dépenses militaires canadiennes ont aussi tendance à soutenir le désarmement à l'Est et à l'Ouest, à rejeter la recherche d'une supériorité militaire, et à croire que la Guerre froide s'estompé, que la «menace soviétique» recule et que les facteurs économiques contribuent davantage à déterminer l'influence qu'un pays exerce sur la scène internationale que les facteurs militaires. En revanche, celles qui sont plus favorables à des compressions du budget de l'aide au développement qu'à des réductions du budget de la défense pensent généralement l'inverse.

Fait intéressant, la division entre ces deux groupes et ces deux perspectives, bien que très réelle, est secondaire. Le clivage entre les gens qui soutiennent fermement les deux types d'activités internationales et ceux qui s'y opposent fortement est plus fondamental. (Le deuxième groupe comprend apparemment des personnes dont les préoccupations sont largement d'ordre budgétaire et fiscal et d'autres qui préfèrent des dépenses intérieures à des dépenses extérieures.) L'ampleur de ce clivage apparaît dans le fait que la corrélation entre le soutien (ou l'opposition) à des réductions de l'aide au développement et le soutien à des réductions touchant la défense est positive dans l'ensemble; c'est-à-dire plus de Canadiens et de Canadiennes favorisent les deux types de réductions, ou n'en favorisent aucun, qu'il n'y en a à accorder préférence à l'un ou à l'autre. Il y a donc, au Canada, un débat plus généralisé que celui entre «partisans de la défense» et «partisans de l'aide au développement»: il s'agit de celui qui oppose les

«internationalistes» et ceux qu'on pourrait appeler les «nationalistes en matière fiscale».

La perception que les Canadiens et Canadiennes ont généralement de la sécurité aujourd'hui se reflète également dans la mesure où les attitudes face aux budgets de défense maintenus sont liées aux préoccupations exprimées au sujet de problèmes internationaux évoqués plus haut. On pourrait s'attendre, par exemple, que ceux qui sont partisans de la défense considèrent la menace de guerre comme étant grave, mais non la pauvreté dans le tiers-monde, ni les violations des droits de la personne, ni les conflits commerciaux. Pourtant, ce n'est pas le cas. Les opposants aux compressions des budgets de la défense (ceux qui ont aussi tendance à dénoncer les réductions de l'aide au développement) attribuent généralement plus d'importance à presque tous les problèmes internationaux que ceux qui appuyaient ces compressions. Les différences frappantes ne sont donc pas tant des différences entre des groupes aux priorités opposées qu'entre les nombreuses personnes selon qui il existe une vaste gamme de défis extérieurs sérieux réclamant une action, et les quelques-unes qui ne le croient pas.

L'ÉMERGENCE D'UNE CONCORDE ENTRE L'EST ET L'OUEST plus que d'une simple détente, suscite déjà des concep-

Diagramme 4 La réduction des dépenses fédérales

	%
Réduire l'aide extérieure plutôt que les budgets de défense	24
Réduire les budgets de défense plutôt que l'aide extérieure	21
Réduire les deux davantage	29
Réduire les deux moins	10
Autre	16

tions plus vastes et plus larges en matière de sécurité. S'il est difficile, faute de données, de comparer directement les conceptions actuelles des Canadiens et Canadiennes avec celles de la génération antérieure, il fait peu de doutes que ces conceptions sont très différentes de celles des années 1960, par exemple.

Il est indéniable que les conceptions d'aujourd'hui ne se cantonnent pas à une définition étroite de la sécurité militaire; elles englobent des inquiétudes, de moins en moins grandes en général, concernant non seulement les menaces militaires classiques, mais aussi la fragilité de la dissuasion nucléaire, les défis économiques et les dangers environnementaux. Elles mettent en évidence la perception de menaces nouvelles, mais aussi traditionnelles, et elles reconnaissent la nécessité d'une sécurité commune, plutôt qu'uniquement nationale, dans un monde interdépendant.

Le nouveau «mode de pensée» des Canadiens et Canadiennes ne met toutefois pas de côté les politiques traditionnelles; en fait, il prend en compte celles traitant de menaces qui, si elles s'estompent, n'ont pas entièrement disparu et ne disparaîtront probablement pas dans un avenir prévisible. Il se peut que la population canadienne n'ait pas la nostalgie de la Guerre froide, comme on en a accusé le gouvernement Bush récemment, mais elle ne s'est pas contentée non plus de changer d'oeillères au terme de la Guerre froide. □